

Le salariat étudiant, une revendication stratégique



Écrit par
Émile Brassard

Ce texte provient du journal d'automne 2025 de [La Convergence autonome et solidaire pour le salariat étudiant \(CASSE\)](#)

Le salariat étudiant, soit la rémunération universelle de toutes personnes aux études postsecondaires, ne constitue pas une revendication qui sera conquise demain matin. Même une campagne acharnée ponctuée de plusieurs grèves générales ne suffirait probablement pas, à elle seule, à obtenir un tel gain à moyen terme.

En effet, une telle mesure représente une dépense majeure pour l'État québécois et va à contre-courant des rapports sociaux capitalistes actuels.

D'un côté, bien que le travail étudiant soit un travail utile — producteur de richesses sociales comme des savoirs, des compétences, des prestations de service — il ne génère que rarement des profits directs pour les classes dominantes. Il n'est donc pas reconnu comme du « travail productif » au sens capitaliste, c'est-à-dire comme du travail qui valorise le capital et mérite rémunération aux yeux du patronat.

De l'autre, l'État, depuis les années 1970, fait face à une crise mondiale prolongée marquée par la suraccumulation des moyens de production et des capitaux fictifs ainsi que par un déclin tendanciel de la profitabilité.^[1] Cette situation réduit la base fiscale issue de la production capitaliste et intensifie les pressions politiques pour diminuer la taxation du capital. Enfin, bien que la classe dominante concède parfois la nécessité de soutenir les plus pauvres, notamment pour préserver sa légitimité et maintenir le contrôle social, elle demeure durement opposée à toute politique qui mineraît l'obligation pour les classes populaires de travailler de manière disciplinée¹.

C'est justement cette incommensurabilité entre la revendication du salariat étudiant et l'état de crise prolongé qui en fait sa force. Le salariat étudiant n'est pas seulement un objectif à atteindre, mais un outil politique. Il arrache des gains matériels, met en lumière les contradictions structurelles du capitalisme et sert de point d'appui stratégique pour provoquer une rupture avec l'ordre établi.

Du pain pour les étudiant·es

Une grève générale étudiante pour le salariat étudiant mettrait sur la place publique la précarité et l'appauvrissement vécus par les étudiant·es : hausse des frais de scolarité, explosion des loyers, coût du transport et de l'alimentation, salaires stagneants, chômage élevé chez les jeunes.

Face à une mobilisation d'ampleur, l'État chercherait à désamorcer la lutte en concédant des gains partiels : gel des droits de scolarité, salarisation des stages, bonification de l'aide financière aux études, etc. L'histoire le prouve : depuis 1968, huit des dix grèves générales illimitées étudiantes au Québec ont mené à des victoires partielles ou significatives. En fait, le gouvernement ne peut se permettre d'annuler une session, car la nouvelle cohorte d'étudiant·es, combinée à celle qui n'a pas gradué, saturerait les établissements. En parallèle, le manque soudain de diplômé·es provoquerait une pénurie critique de main-d'œuvre dans plusieurs secteurs clés, révélant ainsi l'importance socioéconomique du travail étudiant.

À terme, le salariat étudiant — et, dans une moindre mesure, les gains consentis entre temps — constituerait une réponse directe à nos problèmes matériels. Il assurerait une autonomie financière, réduirait l'endettement, favoriserait l'accès égalitaire aux études et soutiendrait les populations historiquement marginalisées par le système d'éducation.

Le gel des droits de scolarité et la bonification du régime de bourses sont des revendications importantes, mais qui, à elles seules, ne s'attaquent pas à la racine du problème : l'obligation de travailler gratuitement pour se former. C'est là la véritable plus-value du salariat étudiant : changer les règles du jeu en reconnaissant que l'éducation est une activité socialement nécessaire qui doit être financée comme telle.

En exigeant un salaire, on ne quémande plus une aide, on revendique ce qui nous est dû. Le salariat étudiant refuse de cantonner les étudiant·es dans la catégorie des personnes assistées perçues comme improductives et redéfinit la notion même de travail. Même lorsqu'il n'est pas rémunéré, le travail étudiant « bénéficie, directement et indirectement, aux employeurs et à l'État en assurant la reproduction de la main-d'œuvre² ». Ainsi, « l'activité étudiante ne consiste pas à faire usage d'un service qui serait offert à un prix plus ou moins élevé », mais plutôt

une activité productive bénéficiant l’ensemble de la société³. En outre, loin d’être une expérience émancipatrice, être étudiant·e est généralement vécu comme une expérience pénible d’appauvrissement et de conditionnement aux mécanismes d’autodiscipline requis par le marché du travail. Pour la majorité, l’éducation supérieure est une contrainte au travail gratuit dans l’espoir — non garanti d’ailleurs — d’obtenir un emploi bien rémunéré ou moins pénible. Revendiquer un salaire pour les études, c’est aligner nos mots d’ordre sur l’expérience réelle, contester une liberté illusoire fondée sur l’élitisme et réduire la dépendance financière imposée par le capitalisme par l’endettement et les rapports marchands.

Lumières sur les contradictions

Un élément clé est le terrain politique où amène le débat sur le salariat étudiant. Malgré toute la mauvaise foi dont pourraient faire preuve les détracteurs, toute personne qui examine sérieusement la question est conduite à se demander : pourquoi certains travaux, indispensables au fonctionnement de la société, ne sont-ils pas rémunérés ? Et, inversement, pourquoi certains emplois inutiles, voire nuisibles au bien commun, sont-ils grassement payés ?

Ces interrogations constituent une porte d’entrée vers une critique dénaturalisant les rapports de production. Elles amènent à constater que, sous le capitalisme, la notion de travail productif est définie par la capacité à produire de la valeur marchande, marginalisant ainsi les activités qui participent à la reproduction sociale, comme les études ou le travail de soin. Pourtant, elles sont indispensables à la société et à la prospérité du capital : comme le travail ménager, les études (re)produisent la marchandise au fondement même du système, la force de travail⁴. En reléguant ces activités à la sphère privée ou en les dissimulant sous des apparences de choix individuels, le capitalisme occulte leur contribution essentielle à la structuration et au maintien de son propre système. La salarisation des études constitue ainsi une stratégie pour contester l’exploitation capitaliste du travail gratuit.

Généraliser ces réflexions à l’ensemble de la population étudiante renforcerait non seulement la lutte immédiate, mais contribuerait aussi à forger un sens commun basé sur des expériences contraires à l’idéologie dominante. Cette démarche ouvre un espace pour revaloriser tout le travail invisible, en particulier celui historiquement féminisé ou racisé (soins, éducation, tâches domestiques). Elle permet aussi de faire le lien avec les conditions de précarité structurelles vécues par d’autres groupes : chômeur·euses, proches aidant·es, femmes au foyer, retraité·es, artistes. Le refus de reconnaître ces activités comme du travail légitime constraint ces personnes à dépendre de leur famille, de bourses, de subventions ou d’emplois précaires, les rendant vulnérables aux dynamiques de contrôle institutionnel ou patriarcal et aux logiques de compétition individuelle. Dans tous ces cas, il s’agit de revaloriser des activités socialement nécessaires, même lorsqu’elles ne sont pas lucratives. D’ailleurs, les luttes de ces divers groupes s’opposent à un État qui se désengage du financement public de la culture, de l’éducation, de la santé et des services sociaux, tout en favorisant leur soumission aux logiques marchandes. Nouer des alliances entre ces forces sociales autour d’une vision commune — celle d’une reproduction sociale démocratique, tournée vers les besoins collectifs plutôt que les impératifs de profit — est indispensable. C’est ce rapport de force élargi qui permettra d’arracher des gains majeurs, comme le salariat étudiant et, à terme, de transformer la société en profondeur.

Point d'appui stratégique

Le salariat étudiant constitue un point d'appui stratégique pour avancer vers un changement profond des rapports de pouvoir. Une telle lutte offrirait aux étudiant·es l'expérience concrète d'une activité collective de classe contre l'État et le capital, les amenant à se penser comme partie intégrante de la classe des travailleurs et travailleuses, avec des intérêts communs et opposés à ceux des capitalistes. Cette expérience de pouvoir collectif sur les lieux de travail est le point de départ pour créer les conditions matérielles et idéologiques d'une conscience de classe radicale, en rupture avec les différentes formes de domination.

Sans de telles expériences, les travailleur·euses tendent à accepter passivement la politique réformiste, ou pire, à adopter une politique réactionnaire. À l'inverse, l'auto-organisation de classe ouvre un contexte favorable à la réceptivité envers les idées féministes, antiracistes, antimilitaristes, antipatriarcales et anticapacitistes.

Cependant, l'engagement actif dans la lutte de masse ne peut être que partiel, rare et temporaire. La grande majorité des travailleur·euses ne peut se maintenir en lutte de façon permanente, étant déjà contrainte, en temps normal, à leur propre lutte individuelle : travailler constamment pour assurer leur reproduction matérielle. Ce manque de temps libre touche encore plus durement les femmes, en raison de la division sexuelle du travail qui leur impose la double journée.

Le défi central est donc de créer, dans ce contexte, des conditions permettant l'auto-organisation collective, afin de développer la conscience de classe tout en améliorant les conditions de vie. Obtenir des gains matériels permettrait justement aux gens de regagner du temps libre, en les délivrant partiellement de leur lutte individuelle pour survivre. Cela pourrait enclencher un cercle vertueux, modifier durablement l'équilibre des forces et rendre plus probable une rupture post-capitaliste.

Notes

Notes

1. Johanna Brenner et Maria Ramas, « Repenser l'oppression des femmes », Revue Période, 26 février 2015, p. 1-36. [←](#)
2. Annabelle Berthiaume, Amélie Poirier, Camille Tremblay-Fournier, et al., « Les études en tant que travail : l'argumentaire d'une revendication », Grève des stages, grève des femmes : Anthologie d'une lutte féministe pour un salaire étudiant (2016-2019), Montréal, Les Éditions du Remue-ménage, 2021, p. 49-54. [←](#)
3. Louis-Thomas Leguerrier et Thierry Beauvais-Gentile, « Le mépris comme salaire de notre peine », dans Annabelle Berthiaume, Amélie Poirier, Camille Tremblay-Fournier et Étienne Simard, Grève des stages, grève des femmes : Anthologie d'une lutte féministe pour un salaire étudiant (2016-2019), Montréal, Les Éditions du Remue-ménage, 2021, p. 56-58. [←](#)
4. Amélie Poirier et Camille Tremblay-Fournier, « La grève des stages est une grève des femmes », dans Annabelle Berthiaume, Amélie Poirier, Camille Tremblay-Fournier et Étienne Simard, Grève des stages, grève des femmes : Anthologie d'une lutte féministe pour un salaire étudiant (2016-2019), Montréal, Les Éditions du Remue-ménage, 2021, p. 58-67. [←](#)